

Dossier

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[90] (2002)**

Heft 1467

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



La paix: une affaire de bonnes femmes?

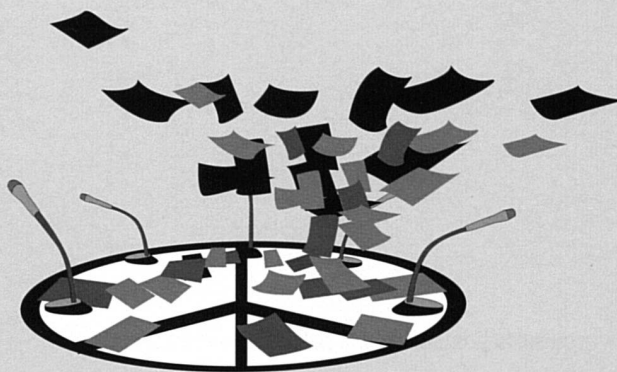
Dans un contexte mondial où le gouvernement états-unien menace d'intervenir militairement en Irak et dans un climat général de crainte, plus de cinq cents leaders politiques, économiques et spirituelles se sont réunies au siège des Nations-Unies à Genève pour lancer une « Initiative globale pour la paix ». Leur but : donner de la voix au féminin au chapitre de la gestion des conflits armés et des négociations de paix.

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

« Le futur de cette planète dépend des femmes. » Facile, dirait-on, à propos de cette déclaration sibylline prononcée lors d'une session spéciale sur la condition féminine par le secrétaire général des Nations-Unies, Kofi Annan. N'empêche qu'elle a été prise au premier degré par Dena Merriam, instigatrice de l'Initiative globale des leaders religieuses et spirituelles pour la paix lancée en octobre à Genève. La mission de sauvetage de la terre a donc effectivement été entreprise et c'est grâce au travail acharné de cette femme d'affaires états-unienne que plus de cinq cents représentantes des milieux politiques, économiques et religieux de toutes les régions se sont réunies dans une optique commune : rendre les femmes plus visibles, et surtout, plus *audibles*, en ce qui concerne la façon de gérer les causes et les conséquences des conflits armés et les négociations de paix.

Invitées à prendre la parole

Née du Sommet du Millenium pour la paix tenu à New York en 2000, où seulement 15% des deux mille leaders religieux réunis n'étaient pas des hommes, cette Initiative veut permettre à des figures de proue féminines d'élaborer ensemble des stratégies pour éviter les conflits armés : « Le but de cette rencontre est de s'engager à agir et non seulement à écrire des résolutions comme s'est souvent le cas dans les autres conférences. », précise Dena Merriam. Spécialiste dans le développement et l'implantation de programmes de communication pour organisations spirituelles, culturelles et environnementales, celle-ci estime qu'il existe une conscience grandissante dans les milieux d'affaires du rôle et de la responsabilité des acteurs et actrices économiques quant à la résolution des conflits, puisque dans une région en guerre, ou qui est continuellement menacée, il est impossible de faire des affaires.



JOËLLE FLUMET

Commentaire

Femmes et paix : réflexions décalées ?

MARTA ROCA I ESCODA

Quel est le rôle des femmes dans les processus de paix si ce n'est l'assistance aux victimes des conflits, c'est-à-dire la réparation des catastrophes causées par les guerres, sans aucun pouvoir de les empêcher ? Mais alors, à quoi servent tous les discours sur les femmes et la paix ? Sont-ils porteurs de politiques concrètes pour contrer l'exclusion des femmes des instances du pouvoir ? Ou s'agit-il de projections d'un monde idéal qui n'existe pas... ou pas encore ?

«Femmes-leaders religieuses en faveur de la paix». Tel était l'intitulé dans différents journaux qui annonçaient une conférence tenue dans un luxueux hôtel de Genève, organisée et financée avec on ne sait trop quel argent. Paix, femmes, religion, leaders religieuses... Des mots qu'on associe, mais qui, dans les faits, se contredisent. Voyons plutôt : quand on parle de guerre, on place les femmes du côté de la paix. Evidemment, voir les femmes comme agentes de guerre n'a pas de sens, car elles n'ont guère de pouvoir, de moyens et de légitimité pour décider de la guerre ou de la paix. On associe donc les femmes à l'idée d'une culture de la paix, ce qui est une formulation peut-être plus exacte, mais surtout terriblement floue ; une belle déclaration d'intention.

Car inventer une culture de paix est une tâche lente et laborieuse. Et surtout, pourquoi ne serait-ce qu'une affaire de femmes ? La Déclaration de l'UNESCO sur la contribution des femmes à une culture de la paix (1995) stipule : «Ce n'est qu'ensemble, en partenaires placés sur un pied d'égalité, que nous pourrions, hommes et femmes, venir à bout des obstacles et de l'inertie, du silence et de l'impuissance et leur substituer la vision, la volonté politique, la pensée créatrice et les actions concrètes nécessaires pour faire passer le monde de la culture de la violence à une culture de la paix». On le voit bien, l'engagement des femmes et des hommes dans la cause de la paix embrasse plusieurs combats, au-delà du pacifisme lui-même !

Passons aux autres mots. La formule «leaders religieuses» ne sonne-t-elle pas comme une mauvaise blague ? Combien de femmes leaders connaissez-vous dans les grandes religions ? A quel rôle les religions ont-elles appelé les femmes en cas de guerre ? Plutôt que des leaders, les images de femmes nous renvoient à des servantes de l'arrière, telle la sempiternelle religieuse en voile blanc, généreusement dévouée au chevet du soldat ? Le rôle genré du *care* est-il notre seule place dans les conflits ?

Concrètement, l'objectif de la conférence consiste à développer des réponses créatives à trois situations particulières : il s'agit d'abord de voir comment répondre à l'éventualité d'une intervention militaire en Irak. Ensuite, l'Initiative souhaite intervenir en Afghanistan, en collaboration étroite avec le Fonds des Nations-Unies pour les femmes (UNIFEM) qui est déjà sur place, afin de travailler avec les Afghanes et les ONG présentes sur le terrain. Enfin, le conflit israëlo-palestinien représente la troisième priorité : «Entre la Palestine et Israël, observe Dena Merriam, il n'y a ni confiance ni communication ; peut-être que de femmes à femmes, nous pourrions plus facilement favoriser le développement économique. Pour illustrer cette collaboration potentielle, elle cite l'exemple des femmes d'affaires juives aux Etats-Unis qui souhaitent contribuer financièrement à des projets mis sur pied par des Palestiniennes.

Invités à écouter

A l'inévitable question des journalistes quant à la pertinence du caractère non-mixte de la manifestation, l'organisatrice répond qu'il ne s'agit pas d'exclure les hommes de ce projet, bien au contraire : «Les hommes sont les très bienvenus. Seulement, ils sont invités à être à l'écoute et de laisser la parole aux femmes.» Le message semble avoir été entendu, notamment par toute une délégation de moines bouddhistes venue de Thaïlande pour soutenir le projet.

Si ce n'est de loin pas la première fois que des femmes de divers horizons socioculturels, voire de camps adverses, coopèrent pour tenter d'influer en faveur de la paix dans le monde, en revanche, c'est peut-être la première fois que se réunissent pour parler de paix des femmes avec un tant soit peu de *pouvoir* politique et économique. •

Innée ou acquise, la propension à la paix est avant tout féminine

Objets de guerre, sujets de paix

Une exposition¹ sur les femmes et la paix sera présentée à l'Université de Genève (Uni Mail) dans la deuxième quinzaine de novembre. Cette exposition fait l'objet d'un catalogue publié sous la direction de Corinne Chaponnière, qui signe notamment le texte d'introduction, sous le titre « Objets de guerre, sujets de paix ». Extrait :

CORINNE CHAPONNIÈRE

« Comment s'étonner, de bonne foi, qu'une position aussi différente des femmes et des hommes dans la guerre induise une attitude différente à son égard? Quand bien même il est parfaitement malséant de supposer un penchant particulier des femmes vers la paix, ou pire encore, de présumer une antipathie à la guerre plus spontanée chez les femmes que chez les hommes, les raisons plausibles, imaginables de ce partage se bousculent tant à l'esprit qu'on ne sait pas par laquelle commencer. Hypothèses.

Une raison **biologique**, pour ouvrir les feux par le tabou des tabous, l'hérésie des hérésies, l'odieux sacrilège à l'interdit de l'inné : il serait vraisemblable, à défaut d'être vérifiable, que la propriété de porter et de nourrir des enfants s'accompagne d'un instinct de conservation extensible à autrui, comme une disposition ou une qualité faisant partie, en quelque sorte, de « l'équipement de base » des femmes pour mener à bien leurs maternités. Leur propension à assurer la survie et la sécurité de leurs proches ou de leur communauté pourrait aller dans le sens de cette hypothèse.

Anthropologique: il est plaisant d'imaginer que les femmes, préposées à la cueillette plutôt qu'à la chasse, n'aient jamais regardé les armes comme partie de leur panoplie de survie, et à défaut, se soient habituées à s'exprimer et à se faire respecter par d'autres moyens - par la parole notamment, ou par les signes, ou par quelque autre moyen non contondant. Sans remonter à la nuit des temps, l'utilisation des symboles et la protestation non violente constituent bel et bien deux modes privilégiés par les femmes pour faire échec au langage des armes et défendre la cause de la paix.

Sociologique: en tant que gardiennes du foyer, il ne serait pas étonnant que les femmes considèrent la sécurité comme une vertu cardinale que ne saurait défier aucune raison d'Etat, aucun obscur point d'honneur, aucune défense d'intérêts supérieurs. On sait assez que cette recherche désespérée de sécurité pousse aujourd'hui les femmes à former la majorité des populations déplacées.

Culturelle: il y aurait quelque fondement à croire que les femmes favorisent plus volontiers l'axe de la ressemblance que celui de la différence dans leurs rapports à autrui et au monde. Ayant été elles-mêmes culturellement déterminées comme différentes (des hommes), et discriminées à ce titre, on pourrait supposer à partir de là deux attitudes congruentes. La première est de considérer les différences ethniques ou communautaires non comme premières (ainsi que le font les hommes, en tout cas en situation de conflit) mais comme secondes, après celle des sexes. La deuxième attitude, qui découle de la première, est que l'antagonisme de la différence nationale, religieuse ou ethnique peut dès lors être neutralisé ou au moins dépassé par cette appartenance transversale - cette identité sexuelle qui dans de nombreux pays équivaut bel et bien à un destin commun, ou en tout cas à une condition commune transnationale ou transculturelle. Les innombrables initiatives de dialogue et de médiation qu'ont prises les femmes partout dans le monde dans des situations de conflits extrêmement tendues témoignent de ce point commun fondamental que constitue la condition féminine, au point de permettre un dialogue devenu impossible entre hommes. Relèvent de ce paradigme de la ressemblance non seulement les pratiques de médiation et de dialogue observées entre Africaines ou entre Israéliennes et Palestiniennes, mais également la solidarité active dont font preuve les femmes face à la souffrance d'autres femmes... parfois d'autres camps.

Historique: il y a aussi des connivences moins spéculatives qui permettent de tisser un lien entre les femmes et la paix. A commencer par l'Histoire, qui de manière générale ne leur a pas laissé le choix des armes du tout. On ne saura pas de sitôt ce que ça aurait donné si elles l'avaient eu, ce choix - non seulement celui des armes, mais celui de les porter ou non. Le fait est qu'elles ne l'ont pas eu, et n'ont dès lors aucune raison historique d'appartenir, ni de s'identifier, ni d'adhérer à une culture militaire transmise dans des lieux, par des canaux, et au sein d'entités dont elles ont toujours, ou longtemps, été exclues. Cette exclusion séculaire leur donne en revanche quelques solides raisons de résister à la logique guerrière et à l'équilibre de la terreur.



Toutes ces raisons pourraient légitimer l'hypothèse de dispositions plus favorables des femmes à l'égard de la paix que de la guerre. Pourtant, les réticences persistent : même les études les plus clairement engagées en faveur de la promotion des femmes dans les processus de résolution des conflits ne supposent que du bout des lèvres que les femmes ont quelque chose de spécifique à y apporter. La ségrégation des sexes, il est vrai, s'est tant servie de la « nature féminine » pour justifier des discriminations pas du tout naturelles, que l'on conserve quelque prudence à rendre ontologiques des différences explicables par l'histoire, la sociologie ou l'anthropologie, même lorsqu'elles sont favorables aux femmes. Mais on peut également penser que si les femmes font preuve d'une fibre pacifiste plus prononcée que celle des hommes, cette prévalence est indissociable de leur oppression. L'exclusion du monde politique, de la vie militaire et de la culture des armes, sans remonter même à la séparation chasse/cueillette, fait partie du même système et se nourrit aux mêmes racines que la relégation des femmes à l'espace privé, que leur exclusion du monde marchand, que leur exploitation sexuelle et maternelle, que leur éducation à plaire plutôt qu'à vaincre et à bercer plutôt qu'à tirer. Ainsi le « pacifisme » prétendu des femmes serait une qualité liée à leur condition, dont on ne saurait dès lors se vanter sous peine de valoriser, par la même occasion, la subordination historique des femmes.

Egalitarisme et différentialisme

Comme on le sait, le féminisme moderne est traversé par une ligne de partage entre les « égalitaristes » – dont la priorité est de travailler à l'obtention de droits, de chances, de libertés et de champs d'action égaux pour les femmes et les hommes – et les « différentialistes » – dont l'objectif est de reconnaître et de promouvoir les femmes dans ce qu'elles ont de plus spécifique, de « différent ».

L'intérêt de l'engagement actuel des femmes en faveur de la paix est qu'il agit sur les deux fronts, en défendant à la fois un présupposé différentialiste et une ambition égalitaire. Les spécificités des femmes sont plus particulièrement mises en avant dans ce qui touche à la guerre elle-même, de ses signes avant-coureurs (« gender-sensitive indicators », Schmeidl, 2002) jusqu'à ses effets directs les plus dramatiques et les solutions à leur apporter (CICR 2001, FAO 2001, OCDE 2001). L'ambition égalitaire se révèle indispensable dans les processus de paix, l'établissement des nouvelles règles démocratiques, la reconstruction de la société, autant de phases où la participation des femmes et leur *empowerment* politique et économique sont primordiaux.

L'opposition sexuée de la guerre et de la paix

On peut enfin imaginer qu'une participation plus importante des femmes dans les efforts de paix, par exemple, tire sa nécessité à la fois de l'objectif d'égalité et d'un présupposé différentialiste : dès l'instant où l'on admet, comme c'est de plus en plus le cas, que l'expérience, les connaissances et les modes de fonctionnement des femmes sont indispensables parce que sans équivalent parmi les hommes, on fonde bel et bien la revendication de l'égalité entre femmes et hommes sur l'observation de différences. Reconnaître la spécificité des souffrances que la guerre leur fait subir, réclamer l'égalité avec les hommes pour construire l'avenir, tirer parti enfin de leur identité – de ce qu'elles sont et savent par ce qu'elles ont vécu, souhaité ou subi – pour penser la paix et panser les plaies, ce n'est pas renvoyer les femmes à des stéréotypes. C'est identifier le poids d'une histoire collective étendue dans le temps et dans l'espace, et faire de cette histoire non pas un boulet, mais une force. Il est certainement nécessaire de casser la sexuation d'oppositions trop simples telles que combattants/civiles; bourreaux/victimes; actifs/passives, oppositions de plus en plus décalées par rapport à la réalité, beaucoup plus complexe, des conflits actuels. Mais il ne faut pas s'offusquer, en revanche, de l'opposition sexuée de la guerre et de la paix. Qu'elle soit innée ou acquise, choisie ou imposée n'a finalement aucune importance : les femmes se retrouvent du côté de la paix, c'est là une réalité qu'il faut entretenir et préserver. Car même s'il ne s'agissait que d'un fantasme de plus, ou d'une discrimination camouflée, ou d'une manière retorse de nous neutraliser, ou d'une protection tactique de nos maternités – tant pis. Pour la plupart d'entre nous, la guerre n'est pas notre histoire, seule la paix peut nous accueillir en tant que sujets. Nous ne nous serons donc pas trompées de côté. » •

¹ Voir détails dans l'agenda en p. 2 et la publicité en p. 24..

Six mots clef pour démontrer mille intérêts communs

Féminisme et pacifisme: du pareil au même

Sans paix, toute lutte, y compris les revendications féministes, perd son sens. Parallèlement, la paix, sans les mêmes droits pour les femmes et les hommes, ce n'est pas la paix. Ne serait-ce que par soucis de cohérence, dans le cadre de leur militantisme respectif, les féministes ont intérêt à intégrer le droit à la paix et les pacifistes, à penser l'égalité entre les sexes. Portrait croisé des raisons pour lesquelles féminisme et pacifisme, en dernière analyse, doivent incarner un seul et même combat¹.

Démocratie

Il n'existe pas de véritable débat de société par rapport au budget consacré à la défense, à la vente et à l'achat d'armes : des membres des lobbies des complexes militaro-industriels sont présents dans les pouvoirs législatifs et exécutifs de la plupart des démocraties et les décisions liées aux armes se prennent au-delà des parlementaires. L'intrusion des intérêts politiques et économiques des complexes militaro-industriels dans les Etats et les organisations internationales conduit à la primauté de la force sur le droit. Plusieurs universités éliminent les enseignant-e-s qui contestent la bombe atomique et l'énergie nucléaire et s'ils dévient de l'orthodoxie officielle concernant le nucléaire ou l'armement traditionnel, les intellectuel-le-s savent qu'ils risquent fort de se couper de toute notoriété publique et de tout succès commercial.

Liberté de la presse

L'information concernant les ventes et les achats d'armes sont rarissimes. Beaucoup de ventes d'armes peu médiatisées et peu d'aide humanitaire très médiatisée : tel est l'état de la situation actuelle. Par l'accaparement des richesses, les acteurs des complexes militaro-industriels contrôlent les journaux, les chaînes de radio et de télévision et les maisons d'édition. Les médias occidentaux sont contrôlés et/ou infiltrés par des membres de ces lobbies et la censure a cédé le pas à l'auto-censure à toutes les échelles hiérarchiques, sans même qu'il n'y ait besoin d'intervention extérieure auprès des détenteurs de l'autorité institutionnelle. En revanche, la plupart des médias occultent les luttes et analyses anti-militaristes et féministes, les rendant invisibles auprès de l'opinion publique.

Coûts

Les guerres entraînent des dommages irréparables pour les populations, l'économie, la démocratie et l'environnement – tant en ce qui concerne la biodiversité que les infrastructures humaines (ponts, routes, hôpitaux, écoles, etc.). Elles sont le plus grand facteur de destruction de l'environnement et elles représentent l'ennemi numéro un du développement durable. En 1999, le monde consacrait 700 milliards de dollars en dépenses militaires annuelles, sans compter les proportions des budgets alloués à la recherche, à l'industrie spatiale et à l'informatique destinées à l'industrie de la guerre. En temps de paix, les armes coûtent cher en maintenance et en stockage, et les bases militaires qui occupent l'espace terrestre, aérien et maritime dégradent l'environnement, consomment énormément d'énergie et stimulent le marché de la prostitution. Autour des bases militaires et partout où sont stationnées et où passent les troupes militaires, le taux de maladies vénériennes, incluant le sida, augmente de façon spectaculaire. Alors que les besoins élémentaires d'une majorité de la population ne sont pas satisfaits, l'industrie de l'armement mobilise des ressources matérielles considérables et les plus brillants cerveaux.

Intérêts

Les Etats, les complexes militaro-industriels, les multinationales, les syndicats des travailleurs concernés et les banques ont des intérêts financiers dans l'industrie de la guerre. La guerre permet de contrôler les ressources naturelles, les matières premières et les richesses mondiales ainsi que de faire tourner l'industrie des armes. Les conflits dans les pays pauvres – qui pour la plupart ne produisent pas d'armes – sont attisés et cultivés par les pays riches, producteurs d'armes, qui réussissent ainsi à écouler leur vieux stocks pour fabriquer de nouvelles générations d'armes plus puissantes et plus sophistiquées. Les pays riches favorisent le maintien de dictatures pour s'assurer un approvisionnement bon marché en richesses et ressources naturelles (diamants, cacao, pétrole...), au détriment des populations locales.

Victimes de la guerre

L'UNICEF a démontré que lors de la Première guerre mondiale, 10% des victimes étaient des civil-e-s et que dans la plupart des conflits armés des années nonante, 90% d'entre elles étaient des civil-e-s. Les femmes sont d'autant plus vulnérables qu'elles ne sont pas armées et elles sont moins mobiles que les hommes (avec les enfants, elles représentent la grande majorité des réfugié-e-s). Comme le plus souvent elles restent dans les zones de conflits lors d'affrontements armés, elles sont soumises aux bombardements, incendies, pillages, assassinats et viols collectifs employés comme arme de guerre pour humilier et démoraliser le camp adverse. De façon générale, la torture chez elles revêt un caractère sexuel beaucoup plus fréquent que chez les hommes. Après la guerre, elles sont souvent traumatisées par les violences sexuelles ; lorsqu'elles ont tout perdu pendant la guerre, elles sont parfois contraintes à se prostituer pour survivre ; dans les camps de réfugié-e-s, elles courent le risque d'être abusées sexuellement.

Actrices de la paix

Les femmes ont précédé ou égalé les quelques théoriciens masculins de la paix. L'écrivaine Christine de Pisan a été l'une des plus illustres d'entre elles dès le XIV^e siècle. Aujourd'hui, l'augmentation du nombre de femmes dans le système judiciaire se traduit par une plus grande volonté à poursuivre les criminels de guerre. C'est notamment à cause de l'acharnement de certaines femmes que fonctionne actuellement le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à La Haye où est jugé Slobodan Milosevic. Dès le début de la guerre en ex-Yougoslavie, des Européennes de toutes les régions se sont mobilisées en grand nombre pour faire reconnaître le viol comme un crime de guerre, ce qui n'avait pas été le cas lors du procès des criminels nazis devant le tribunal de Nuremberg. En 1993, les députées européennes étaient au premier rang pour promouvoir une ligne budgétaire nouvelle dans le chapitre des fonds structurels de la Communauté européenne en faveur de la reconversion des industries d'armements. Partout, des femmes anti-militaristes, plus ou moins organisées, luttent pour la reconversion des producteurs d'armement, la diminution des dépenses militaires et des ventes d'armes. Enfin, les femmes semblent être plus nombreuses à avoir compris que l'exposition permanente aux images de violences présentées à la télévision, au cinéma, dans les bandes dessinées et les jeux vidéos, représente une socialisation, voire une banalisation et une incitation à la violence, lesquelles ont été confirmées par la recherche. *

¹ Source : Andrée Michel et Floh, *Citoyennes militairement incorrectes*, Coll. Femmes et changements, Ed. L'Harmattan, Paris, 1999.

Des ONGs féminines qui bossent pour la paix

Mouvement chrétien pour la paix

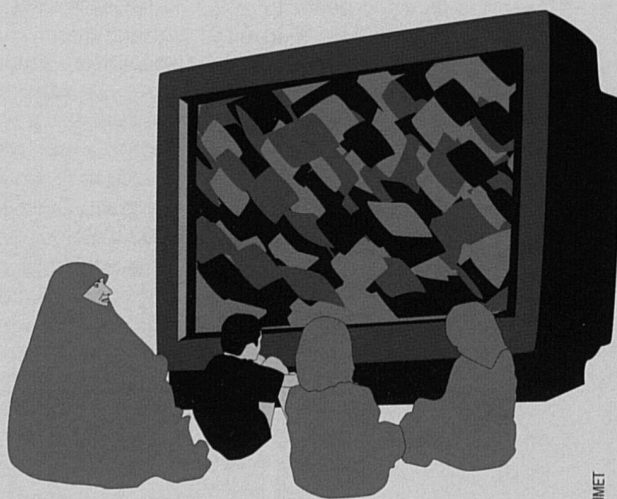
Le bureau du Mouvement chrétien pour la paix (MCP) a été fondé en 1923, il « étudie les thèmes de la domination, de l'oppression et de la libération en temps de guerre et de paix dans une perspective féministe. » Le MCP se veut à la fois un lieu de recherches, d'études et de sensibilisation politique, les responsables organisent des manifestations et des interventions.

Site : <http://www.cfd-ch.org>
courriel: info@cfcd-ch.org

Femmes pour la paix

Femmes pour la paix se distingue du site précédent par son indépendance sur le plan religieux. Cette association existe depuis 1947 et se montre présente dans les pays où le quotidien des femmes est en danger à cause de la guerre ou de mesures de répression. En 1994, les quelques groupes de femmes pour la paix de Suisse se sont réunis pour former une seule association. Femmes pour la paix organise des actions politiques d'entraide et collabore avec diverses associations.

Site : <http://www.frauenfuerdenfrieden.ch/index.html>
Courriel : sekretariat@frauenfuerdenfrieden.ch
NC



JOËLLE FLUNET